



6ème congrès

Samedi 11 décembre 2004

Namur

Discours de Claude Thayse - Président élu

Aujourd'hui, et notre Président fondateur aime, à le dire, notre parti est à un tournant. L'histoire elle-même est à un tournant. Notre message devient de plus en plus crédible, de plus en plus admissible, de plus en plus admis. Au sein du parti, le changement auquel vous venez de contribuer est un changement dans la continuité. L'homme doit s'effacer derrière la cause, dit-on. Chez nous, et singulièrement chez Paul-Henry Gendebien, l'Homme et la cause ne font qu'un. Personne d'autre que lui, par son courage, son obstination, sa clairvoyance, son sens du devoir, n'aurait pu transformer la bande d'idéalistes parfois un peu rêveurs que nous étions en un parti structuré, organisé autour d'une cause, et quelle cause ! Un parti respectable et respecté. Aujourd'hui, Paul-Henry Gendebien fait le choix de consacrer son énergie et son intelligence – grandes toutes les deux – à l'essentiel. Vous vous en rendez compte très bientôt. La lutte continue, avec les mêmes, l'organisation change.

Paul-Henry, merci de nous avoir, par ton exemple, appris à appliquer au quotidien cette citation de Saint Exupéry : « Chacun est seul responsable mais chacun est responsable de tous ». Notre parti est uni.

Paul-Henry, je me réjouis, nous nous réjouissons, de continuer le combat à tes côtés.

Nous avons entendu et nous avons bien reçu les messages des délégués des sections d'arrondissements. Messages clairs. Vous avez raison ! La cause, rien que la cause, toute la cause.

Nous nous définissons comme réunionistes. Nous agissons en réunionistes. Mais pas n'importe comment, nous sommes un parti de militants responsables. La grandeur du destin que nous voulons pour la Wallonie et pour Bruxelles ne souffre ni tiédeur, ni francolâtrie béate. Notre choix est certes celui du cœur, mais aussi et surtout celui de la raison. C'est ce message que, Wallons ordinaires parmi les Wallons, Bruxellois ordinaires parmi les Bruxellois nous devons répéter à l'envi.



Une des valeurs du mouvement wallon a toujours été de faire appel à la raison et à l'intelligence, non aux sentiments et aux passions. Nous nous retrouvons bien dans cette valeur.

Bien sûr, ce n'est pas un message facilement accepté. Machiavel le disait déjà, lui qui écrivait dans le Prince, (Chap. 6): *« Et songez qu'il n'est d'affaire plus difficile, plus dangereuse à manier, plus incertaine de son succès qu'entreprendre d'introduire de nouvelles institutions ; car le novateur a pour ennemis tous ceux que l'ordre ancien favorisait, et ne trouve que de tièdes défenseurs chez ceux que favoriserait l'ordre nouveau. Leur tiédeur vient en partie de la crainte des adversaires qui ont les lois pour eux, en partie du scepticisme naturel des hommes : ils ne croient pas volontiers aux nouveautés, tant qu'ils ne les ont pas touchées du doigt. »*

Bien sûr, ce n'est pas toujours un message facilement accepté. C'est que pour beaucoup, il s'agit d'un changement de croyance, un changement de paradigme. Nous n'avons pas vécu impunément 175 ans de Belgique. Les Wallons et les Bruxellois, s'il ont, avec sincérité et courage, accepté, faute de mieux, de faire vivre cet Etat qu'ils n'ont pas voulu, n'en ont pas été récompensés. Cet Etat contre nature contenait dès le départ en germe un organisme - qui comme tout organisme, et c'est une loi de la nature et on ne peut lui en faire grief - s'est développé. Il s'est développé ici au détriment de son hôte, jusqu'à le conduire aujourd'hui à sa perte.. La Belgique est un milieu toxique pour la survie des Wallons et des Bruxellois francophones. Malgré tout, certains font encore semblant d'y croire.

Bertold Brecht disait : « connaître la vérité et la dire comme mensonge est un crime ». Ils devraient le méditer...

Bien sûr, on vous répondra que, la France, ce n'est pas parfait. Comme si nous ne le savions pas, nous qui en avons fait le choix, nous aussi qui, au détriment même de ce qui se passe chez nous, grâce aux médias belges, sommes les mieux informés de tout l'univers, du moindre travers, de la moindre chose qui ne va pas – ou pourrait aller mieux – en France. Mieux informés souvent que les Français de France eux-mêmes.

Notre choix est un donc choix raisonné, un choix raisonnable.

Bien sûr, ce n'est pas toujours un message facilement accepté. Encore que... Les choses changent. Les croyances en la pérennité de la Belgique sont de plus en plus déstabilisées. Il faudrait peu de choses pour que tout bascule. Soyons vigilants. Soyons prêts. Restons mobilisés. Wallons parmi les Wallons, Bruxellois parmi les Bruxellois, nous ne sommes plus les farfelus, les visionnaires, les précurseurs, nous sommes rattrapés par l'opinion publique et c'est heureux ! Même si pour l'instant, pour beaucoup, c'est encore un choix de résignation, c'est à nous, de transformer cette résignation en conviction. Dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas.

Depuis presque 175 ans, des gens lucides, des militants wallons ont décodé l'évolution de cet Etat Belgique. Ils ont prévenu, ils ont annoncé, ils ont dénoncé, ils ont résisté, ils ont bien fait leur devoir. D'autant plus qu'ils étaient seuls, terriblement seuls face aux vérités impossibles ! Les partis politiques traditionnels, ceux qui auraient du prendre les choses en main ont toujours fonctionné suivant la philosophie des « Shadocks » : « Si nous n'avons pas de solution, c'est qu'il n'y a pas de problème ».

Notre présence aujourd'hui, notre action, montre que, si ce que ces militants ont fait n'était certes pas inutile, - loin de là ! - ils l'ont fait, il faut le reconnaître, dans un cadre défensif, dans un cadre de référence belge. Ce n'est pas à vous que je dois dire que presque toute l'histoire du mouvement wallon montre que celui-ci s'est créé et s'est développé en réaction aux revendications, aux agressions flamandes. Nous avons toujours réagi. ...Ils ont toujours anticipé...

Bien sûr, il y a eu des militants plus clairvoyants qui ont, à différents moments de l'histoire, voulu proposer autre chose, en 1945 par exemple, j'y reviendrai, mais leur voix, si elle ne s'est pas perdue, n'est pas parvenue à percer une certaine pensée unique.

On ne pourra jamais reprocher au mouvement wallon de n'avoir pas tout essayé pour sauver la Belgique ! Seul...



Certains indépendantistes, certains régionalistes vous diront que tout n'est pas venu de Flandre, qu'il y a eu des revendications wallonnes qui ont abouti ! Ils citent en exemple la régionalisation économique. Oubliant simplement de dire que si cette revendication a existé, c'est parce que le pouvoir économique était monopolisé par les flamands à travers l'Etat belge.

Bien sûr, nos prédécesseurs ont rendu coup pour coup, mais ce que nous constatons maintenant, c'est que ce n'est pas assez. De front du refus en front du refus, nous perdrons notre âme. Nous finirons par ne plus exister que pour éviter quelque chose que nous ne voulons pas au lieu d'aller vers quelque chose que nous voulons.

Il faut changer !

Il faut changer de stratégie !

Il n'existe que fort peu d'exemples, dans l'histoire, de forteresse qui, assiégée – comme nous le sommes, n'ait fini par tomber. Notre situation est d'autant plus périlleuse qu'une « cinquième colonne » est parmi nous. Elle agit de manière insidieuse, rarement à visage découvert. Cette cinquième colonne, c'est celle qui ayant compris depuis longtemps que le principal danger pour le régime, ce ne sont pas les flamands, ce sont ces gens, wallons comme bruxellois francophones qui malgré 175 ans de monarchie, 175 ans de Belgique, comme l'a écrit François Perin, ont acquis la philosophie des droits de l'homme à la Révolution française, et c'est irréversible.

Ils nous ont pris notre histoire, nous n'existons pas pour ces gens, notre existence est niée. Combien de fois les chaînes de télévision ne choisissent-elles pas d'interroger sur un sujet d'actualité un flamand plutôt qu'un wallon ou un bruxellois francophone ? Ils trouvent, toujours et partout, même en Wallonie, un flamand qui parlera en « bon belge ». A croire qu'il n'y a plus, chez nous, ni scientifique, ni économiste, ni chef d'entreprise, ni savant, ni syndicaliste, ni ouvrier ou ni citoyen ordinaire de langue française !

Qui d'autre que nous peut dire qu'on cherche à éteindre notre fierté d'être ce que nous sommes ?

Notre rôle doit être de redonner la fierté d'exister aux Wallons et aux Bruxellois francophones. Pensons particulièrement à ces derniers qui doivent de plus en plus résister à une pensée unique qui leur impose le concept « anglo-saxon - flamando-belgicisé » de multiculturalisme qui ne vise qu'une seule chose, c'est de ne plus faire du Français, à Bruxelles, qu'une culture parmi les autres, et surtout rien de plus. On vient d'en voir les résultats.

Nous ne pouvons plus exister dans cet Etat. Tout montre d'ailleurs qu'on nous prépare autre chose, même la sortie princière soi-disant « spontanée » en Chine. Des choses se préparent. Ses conseillers, les présidents de partis traditionnels en tête, conscient que les jours de la Belgique sont comptés, le verraient bien coiffer la couronne du résidu, de la Belgique croupion, de la Belgique continuée, du Wallo-Brux auquel nous préparent activement les vieux partis traditionnels. On verra ensuite Di Rupo en grand Vizir (Iznogoud ?), Milquet en vizirette et la sprl Michel et fils fournisseurs en janissaires.

Ce triste clone, comme tout clone aurait dès le départ tous les défauts de l'original, il serait juste un plus rabougri. Soyons cependant certains d'une chose, il serait plus anti-français que l'original. Ce serait sa seule et vraie justification d'existence.

Nous devons le refuser !

Qui d'autre que nous peut le dire ? Qui d'autre que nous ose le dire ?

Les prochaines échéances ne proposeront plus comme aujourd'hui un choix entre l'unité de la Belgique et plus d'autonomie des régions, mais bien, le choix entre un repli frileux sur un résidu de Belgique ou celui de la réunion à la France.

Nous savons, nous, quel est celui qui redonnera à notre peuple la fierté, le droit à l'existence !

Et ces échéances sont peut-être plus proches que beaucoup ne l'imaginent.

Soyons prêts !

Les Wallons et les Bruxellois, alors qu'ils ne l'ont pas voulu, ont été les seuls à faire vivre honnêtement, courageusement et avec sincérité cet Etat dans l'intérêt de tous ses habitants. Les Flamands, eux, ont toujours voulu autre chose. Ils hésitent simplement entre l'indépendance – ils ne sont pas encore prêts – ou le maintien, avec la complicité des derniers belgicains guidés par leur seul intérêt, d'un semblant d'Etat Belgique composé d'une partie dominante et d'une sorte de bantoustan...

N'ayons pas l'impudence de leur refuser de choisir le séparatisme qu'ils souhaitent. Ne faisons pas comme certains, le choix de l'unité de la Belgique à celui de la démocratie. De quel droit refuserions nous aux flamands le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (dans les limites convenues et légales de la démocratie) ?

Les Flamands, somme toute, ne sont qu'une donnée dont il faut tenir compte. Nous n'avons, n'avons eu et n'aurons jamais aucun pouvoir sur eux. 175 ans de Belgique l'ont bien montré.

Et de quel droit d'ailleurs ?

Ils sont comme la pluie et le vent sur un terrain de rugby. Ça ne doit pas nous empêcher de jouer et de gagner le match. Ils font partie de l'environnement. Il faut en tenir compte, mais ne pas jouer en fonction d'eux. Ils ne sont pas nos pires adversaires.

L'effet délétère de la Belgique, c'est de nous avoir fait perdre de vue l'essentiel. Au lieu de dire ce que nous ne voulons pas, nous devons dire ce que nous voulons, à défaut nous entrerons à reculons dans l'histoire.

Si on ne sait pas où on va, on n'y arrive jamais !

Depuis près de 175 ans, nous faisons la même chose, avec les mêmes résultats. Nous proposons le seul changement utile. !

Je tends fraternellement la main aux militants des mouvements wallons, aujourd'hui encore dispersés, nous devons tous ensemble si possible, dire ce que nous voulons pour la Wallonie. Je les invite à faire un bout de chemin avec nous. Même si nous divergeons sur l'objectif final. Notre message est clair, ce n'est qu'avec la France, que dans la France, que les Wallons et les Bruxellois trouveront demain, une patrie à aimer, un pays où ils pourront enfin s'épanouir.

C'est un choix raisonnable, c'est un choix raisonné.

D'aucuns vous diront : oui, mais... Il est trop tôt. Attendons que la Wallonie et Bruxelles soit plus riche, d'ailleurs, tout va mieux. Mieux ? Si nous nous comparons à nous même, peut-être, mais ce n'est pas assez ! Le différentiel avec les autres régions d'Europe, lui il s'aggrave ! Allez donc demander aux travailleurs de Splintex, de Cross, de Genappe et à tant d'autres ce qu'ils pensent d'un Etat qui est incapable de protéger ses entreprises des délocalisations sauvages ? Que tout va mieux ? Non, il n'est pas trop tôt !

D'autres vous diront : Oui, mais la Wallonie est déjà un sujet de droit international, un Etat à 50 %, Il suffit d'attendre, le Contrat d'Avenir va tout arranger...

A ça, il est facile de répondre que les Wallons n'ont jamais voulu devenir une Nation.

Que 50 % ? En chiffres budgétaires absolus, peut-être, mais pas dans les esprits, certainement pas dans les cœurs ?

50 % Ça ne veut rien dire évidemment.

Et le Contrat d'Avenir ?

Oui, le Contrat d'avenir dans son principe une très bonne chose !

Mais, un vrai contrat d'avenir n'est pas seulement un recueil de souhaits ou de semblants d'objectifs. C'est une construction collective qui doit reposer sur des fondations solides. C'est l'existence, le sens même de la Wallonie qui doit être en question. En d'autres termes : Il doit répondre à la question : Quelle Wallonie voulons nous demain, après demain ?

J'avoue ne pas vraiment y retrouver cette dimension, à part, jugez en vous-même, dans cette phrase : « *Rêvons d'une Wallonie confiante dans l'avenir. Ce qui ne mange pas de pain. Au sein d'un Etat fédéral enfin arrivé à maturité, la Wallonie tient solidement sa place dans les échanges équilibrés et sereins qui l'unissent aux autres Régions et Communautés du pays* ».

Vivons nous vraiment dans le même pays que les rédacteurs de ce texte ?

Du rêve peut-être, mais pas d'ambition, voilà ce qu'on y trouve. Pas de projet politique hors celui de rejoindre une moyenne européenne. Comment penser mobiliser sur cet objectif ? Comment oser dire aux Wallons : Nous avons un grand dessein pour vous, travaillez, prenez de la peine, demain ou plus tard, vous serez récompensés, vous serez enfin moyens...

Non. Voilà comment un bon projet est détourné, je dirais... belgifié.

Il faut avoir le courage de dire ce qu'il faut pour la Wallonie et Bruxelles.

Les partis traditionnels peuvent-ils être les moteurs de ce changement ?

Ne rêvons pas à notre tour. Les grands changements se sont toujours produits à l'extérieur des vieux partis qui sont conservateurs par essence. Ce n'est jamais que contraints et forcés qu'ils acceptent, à leur corps défendant d'apporter quelques changements, généralement cosmétiques d'ailleurs au début. Les changements apportés contiennent en eux les germes de leur destruction. On le voit bien avec la construction pseudo-fédéraliste que le monde nous envie et qui ne tient pas la route. Alors que s'ils avaient vraiment tenu à la Belgique, il aurait suffi dans les années 50 ou 60 d'appliquer honnêtement le fédéralisme. Il y aurait de grande chance que la Belgique ait été prolongée.

Qui, mieux que nous peut être le catalyseur du changement ?

Pas les vieux partis quand on voit les leaders principaux s'engager sur des thèmes fédéraux ou européens et laisser la besogne du redressement wallon ou bruxellois à d'autres. Cette besogne étant considérée comme secondaire par ces gens qui, pourtant, trouvent en Wallonie ou à Bruxelles l'essentiel de leur pouvoir, de leur légitimité.

Et encore, sont-ils vraiment si efficaces ? On peut en douter. Ils gèrent au jour le jour – et ils s'en vantent – l'Etat en bons pères de famille. Les résultats sont... encourageants...

Il a fallu l'affaire des scandales des pots de vins (hélicoptère, avions etc..) pour proposer dans l'urgence des mesures pour mettre fin aux dysfonctionnements du monde politique,

Il a fallu l'affaire Dutroux pour proposer dans l'urgence des mesures palliatives aux dysfonctionnements de la Justice et des polices,

Il a fallu la crise des PCB et de la dioxine pour proposer dans l'urgence des mesures de contrôle sanitaire,

Il a fallu récemment le drame de Ghilenghien pour que l'on pense à envisager d'établir un cadastre des dangers environnementaux. On en est encore loin...

Je pourrais continuer longtemps. Nous ne sommes pas là pour stigmatiser l'impudeur des notables du régime - responsables mais toujours si irresponsables.

Il n'y a chez eux aucune anticipation ; aucun projet d'envergure. Leur seul objectif est d'occuper le pouvoir. On l'a vu à la rentrée de septembre : avec eux, c'est : « accroche toi au pinceau, je retire DHL ! » Ce sont bel et bien des partis pouvoiristes et rien de plus.

Pourrions-nous au moins compter sur l'un d'entre eux ?

Si les politiciens flamands courent après le Vlaams Belang dans ses projets, même les plus anti-démocratiques, les politiciens wallons et francophones courent eux après une certaine nostalgie belge - une Belgique idéale qui n'a jamais existé que dans les livres de propagande. C'est évidemment bien plus payant en termes de publicité que de s'exprimer sur la pauvreté, la culture... Il est aussi plus gratifiant d'insinuer que cela ne va plus aussi bien, maintenant qu'on "nous a imposé" le fédéralisme, que de lutter vraiment contre le chômage. Il est plus facile de s'exciter sur les questions communautaires, de jouer aux donneurs de leçons aux Flamands, que de prendre à bras le corps le problème de l'enseignement – dont on vient d'avoir confirmation qu'il est particulièrement inégalitaire et n'est pas le meilleur en Europe malgré le courage et le dévouement de milliers d'enseignants. Or le chômage et l'enseignement, cela relève bien de nos compétences propres et pas des Flamands. Finalement beaucoup d'arguments unitaristes (les fameux « vrais problèmes des gens »..) ne sont que le miroir de leur propre impuissance.

Quand à ceux qui ne font pas de politique, ou disent ne pas en faire, les belgicains, ces agneaux bêlants dont la douce naïveté finirait par nous attendrir, nostalgique d'un pseudo âge d'or de la Belgique idéale, à l'instar des nostalgiques de Staline en Russie, ce sont des gens qui refusent le dialogue, qui refusent la réalité, et qui confits dans leurs certitudes pratiquent un terrorisme intellectuel largement diffusé par les médias. Mais, attention ! Il ne faut pas les confondre avec la grande partie des gens qui sont mal informés - et voulus comme tels par par le régime - des vrais enjeux du combat politique.

Chers amis, une bonne part des opinions que nous professons se sont ancrées en nous sous la pression des groupes auxquels nous appartenons par la force des choses ou par choix et dont parfois, par esprit grégaire, nous souhaitons vraiment partager les valeurs. C'est normal.

Il existe à cela une dérive, une « spirale du silence », un climat d'opinion à l'encontre duquel la

plupart ne souhaitent pas aller, par peur de se mettre à l'écart. Se sentant isolés, ils ont alors tendance à renoncer à leur propre jugement, à se taire. L'opinion publique devenant alors celle que l'on peut exprimer en public sans risque de sanctions, celle que l'on perçoit dans son environnement, celle qui est diffusée dans les médias. Il y a dans l'idéologie belgeisante une forme de fascisme, osons le dire, qui se dissimule sous une neutralité bienveillante et prétendument "apolitique" qui n'est que du conservatisme peureux, mais très souvent intéressé. Et on peut dire qu'ils mettent le paquet pour le moment. Observez que plus se creuse le fossé déjà profond qui sépare les opinions publiques flamande et wallonne ou francophone, plus on cherche à renforcer le belgicisme de nombreux Wallons et Bruxellois.

Wallons ordinaires parmi les Wallons, Bruxellois ordinaires parmi les Bruxellois nous devons montrer que les idées que nous défendons sont beaucoup plus répandues que ce qu'on ne croit. Notre devoir est de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Partout et tout le temps.

Nous avons été un parti de précurseurs. Ce qui est le vrai devoir, la vraie raison d'être d'un parti politique. Nous avons été, nous sommes encore des éveilleurs. Mais la situation a changé, Nous sommes rattrapés par l'évolution politique. Ce que nous avons prévu se réalise.

Nous sommes plus utiles que jamais. Il s'agit maintenant de gérer le changement et d'éviter à notre peuple des dérives dangereuses, des voies sans issues, de nouvelles désillusions.

Son bonheur, lui seul, doit guider notre action.

A deux reprises dans le passé, nous avons été mis devant un choix :

Une première fois en 1830, un choix obligé, sous la pression des baïonnettes et des canons des despotes qui dirigeaient l'Europe en fonction de leurs intérêts personnels et... commerciaux.

Une seconde fois en 1945, un choix dit de discipline, ce que Charles Plisnier a appelé « une expérience ultime ». Ajoutant : « et si, comme je le crains, cette expérience avorte, alors nous serions justifiés à nous tourner vers la France et aucun reproche ne pourrait nous être adressé, car cette expérience, nous la ferons en toute loyauté et sans arrière-pensée d'aucune sorte ». Ce qui fût fait.

Mes amis, croyez moi, la troisième fois sera la bonne et elle est proche !

Vive la République, Vive la France !



© RWF 2004